

UN MONDE IMMONDE : À L'OMBRE DU SILENCE

Il y a, dans la danse macabre des injustices du monde, les inacceptables et les autres qu'on enterre à l'ombre du silence. Parmi les premières figure l'invasion de l'Ukraine et l'occupation d'une partie de son territoire par l'armée russe. Les instances internationales, l'ONU en tête, l'ayant jugée, à juste titre, contraire au droit international, les puissances militaires occidentales ne se sont pas contentées de cris d'indignation : elles ont décidé des sanctions économiques contre la Russie, mais ont également envoyé très vite des armes de plus en plus sophistiquées pour permettre aux Ukrainiens de résister et, pourquoi pas, de repousser l'invasion. On a tracé une ligne rouge : une telle agression contre un peuple est considérée comme une injustice inacceptable.

Sauf qu'en Palestine, une autre occupation, une autre agression contre un peuple, qui elle dure depuis bien plus longtemps, et qui est elle aussi mise au pilori par les instances internationales, n'a, à ce jour, pas appelé la même réponse contre l'agresseur. Au contraire. Ceux-là même qui sanctionnent la Russie, soutiennent cette fois-ci l'agresseur qu'est l'État d'Israël, et quand l'agressé riposte il est taxé de terroriste. Un agresseur qui, je le répète, est sous le coup de multiples résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, lui enjoignant de cesser l'occupation et la colonisation.

L'une d'entre elles, la résolution 446 du 22 mars 1979, résume bien l'état d'esprit du Conseil de sécurité. Après avoir « *considéré que la politique et les pratiques israéliennes consistant à établir des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967 n'ont aucune validité en droit [...]* » elle « *demande une fois encore à Israël, en tant que Puissance occupante [...]* de s'abstenir de toute mesure qui modifierait le statut juridique et le caractère géographique des territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, [...] et, en particulier, de ne pas transférer des éléments de sa propre population civile dans les territoires arabes occupés ».

Chaque mot est scrupuleusement pesé, afin qu'aucun des membres permanents du Conseil de sécurité n'y oppose son veto. Tous s'accordent pour dire qu'Israël est bel et bien une « Puissance occupante ». On se dit alors qu'aux constats suivront les actes. Or, dans la suite, la résolution « *crée une commission [...] qui sera chargée d'étudier la situation* ».

Bien des résolutions plus tard, l'État d'Israël, se sachant intouchable, est allé beaucoup plus loin dans sa politique d'occupation et d'agression. Et aujourd'hui, alors qu'un gouvernement « ultrareligieux et quasi fasciste » – c'est le quotidien israélien *Haaretz* qui a utilisé ces termes au lendemain des législatives du 1^{er} novembre 2022 – est en place, les choses prennent de nouveau des tournures dramatiques dans les territoires occupés.

Depuis début janvier, il ne se passe pas un jour sans que des Palestiniens ne soient tués par des soldats se sentant couverts par le gouvernement. Entre autres, mais pas seulement, par le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir, un suprémaciste juif revendiqué et colon musclé qui n'en est pas à une provocation près : il l'a redémontré le 3 janvier en allant parader sur l'Esplanade des Mosquées, à Jérusalem, là même où, en septembre 2000, un certain Sharon avait mis le feu aux poudres.

Et pendant que sont écrites ces lignes, le jeudi 26 janvier donc, le raid brutal des soldats israéliens contre le camp de réfugiés de Jénine a fait monter le degré de l'escalade dans

l'oppression de plusieurs crans. Neuf Palestiniens ont été tués, les blessés se comptent par dizaines.

Bien sûr l'opinion publique s'en offusquera alors que les secouristes fouillent dans les décombres de Jénine. Bien sûr les autorités israéliennes diront qu'ils ne dirigeaient par leurs tirs mortels contre des civils mais des djihadistes. Et peut-être même qu'une énième résolution de l'ONU sera votée. Mais qui votera des sanctions et les appliquera ? Et qui aidera les Palestiniens à se défendre contre l'occupant ? L'heure, pour tous les gouvernements qui se veulent justes, y compris le nôtre, est à l'heure des choix : continuer de soutenir l'occupant ou le pousser, comme on le fait avec la Russie, à mettre un terme à l'occupation, telle est désormais la question.

Jean Portante

Postscriptum : Neuf familles palestiniennes pleurent leurs morts à Jénine, sept familles israéliennes les leurs à Jérusalem-Est, et chacune de ces morts est une mort de trop. Joe Biden a cependant taxé la tuerie de Jérusalem « d'attaque contre la civilisation ». De celle de Jénine, son administration s'est contentée de dire qu'elle est « regrettable ». L'injustice encore.